

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-dessous-du-coup-d-Etat-americain-en-Haiti>

Les dessous du coup d'État américain en Haïti

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 3 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Pierre Dubuc

[L'aut'Journal](#), Canada, le 3 mars 2004

Pendant que nos médias nous présentent d'anciens tontons-macoutes comme des émules de Che Guevara et les troupes américaines, françaises et canadiennes comme des libérateurs, nos éditorialistes parlent de « l'africanisation » de Haïti pour décrire le marasme économique total qui étrangle le pays. Tout cela pue le racisme à plein nez et transpire le vieux discours colonial sur le « fardeau de l'homme blanc. »

Dans un dossier magistral, Michel Chossudovsky démonte, morceau par morceau, le mécanisme mis en place par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale) et le gouvernement américain pour déstabiliser Haïti, chasser le président élu Jean-Bertrand Aristide et maintenir le pays comme zone de transit pour le trafic de la drogue entre la Colombie et les États-Unis.

Le professeur Chossudovsky rappelle le curriculum vitae des leaders des rebelles. Guy Philippe, la nouvelle coqueluche des médias, est un ancien chef de police et un membre des forces armées haïtiennes. Au cours des années 1990, il a suivi un entraînement prodigué par les forces spéciales américaines en Équateur.

Emmanuel « Toto » Constant et Jodel Chamblain sont deux anciens tontons-macoutes et membres du Front pour l'avancement et le progrès en Haïti (FRAPH), un paravent pour les escadrons de la mort qui ont assassiné des centaines de personnes lors du coup d'État militaire qui a déposé Jean-Bertrand Aristide en 1991.

Dans une entrevue à l'émission 60 Minutes du réseau américain CBS, diffusé en 1995, « Toto » Constant a reconnu qu'il recevait 700 dollars par mois de la CIA lorsqu'il a créé le FRAPH.

Le volet civil de l'opposition au président Aristide est regroupé sous l'enseigne de la Plate-forme démocratique. On y retrouve la Convergence démocratique de Evans Paul, l'ancien maire de Port-au-Prince, et le Groupe des 184 organisations de la société civile (G-184).

Ce dernier groupe est dirigé par André Apaid, qui est également citoyen américain. Apaid est propriétaire des industries Alpha, c'est-à-dire de sweatshops dans l'industrie textile et la sous-traitance pour des entreprises électroniques américaines comme IBM, Remington, Honeywell et Sperry/Unisys.

Apaid est le plus gros employeur industriel haïtien. Il exploite plus de 4000 travailleuses et travailleurs à qui il verse un salaire aussi bas que 68 cents par jour, alors que le salaire minimum officiel est de 1,50\$ par jour.

Apaid a soutenu le coup d'État de 1991 et des liens existent depuis longtemps entre l'opposition civile et militaire, même si les médias ont cherché à les camoufler. L'opposition civile est en bonne partie financée par l'Institut républicain international (IRI), qui reçoit beaucoup d'argent des pays de l'Union européenne, et par le National Endowment for Democracy (NED), une organisation américaine dont c'est un secret de polichinelle qu'elle travaille de concert avec la CIA.

Créée en 1983, au moment où la CIA était sous le feu des projecteurs pour avoir soudoyé des politiciens et créé des organisations-bidons à travers le monde, le NED a pour objectif, comme le reconnaîtra Allen Weinstein, responsable de sa mise en opération, « de faire beaucoup de choses qui étaient faites clandestinement auparavant par la CIA ». (Washington Post, 21/09/1991)

Il est de notoriété publique que c'est par le canal du NED que passe le financement des organisations de la « société civile » qui cherchent à renverser le président Hugo Chavez au Venezuela, comme cela a été le cas en Yougoslavie lors de la chute de Milosevics.

La gravité de la situation économique en Haïti ne peut se comprendre sans tenir compte des politiques imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, explique Michel Chossudovsky, auteur du best-seller *La mondialisation de la pauvreté*, un ouvrage publié en huit langues.

Après le renversement du premier gouvernement Aristide et son programme de mesures progressistes - seulement huit mois après son arrivée au pouvoir en 1990 - c'est un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale et ministre des Finances sous Duvalier, Marc Bazin, qui deviendra premier ministre, nommé par la junte militaire. Bazin avait été le candidat de Washington qui sera défait par Aristide lors des élections de 1990.

Sous la gouverne de Bazin et de la junte militaire, de 1992 à 1994, plus de 4 000 civils sont assassinés par le FRAPH, 300 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, des milliers d'autres trouvent refuge dans la République dominicaine voisine et 60 000 s'embarquent dans des navires de fortune pour fuir le pays.

C'est pour prévenir une insurrection populaire contre la junte que Washington envoie 20 000 marines et gardiens de la paix en Haïti en 1994, et qu'ils ne quitteront pas avant 1999.

Le retour à un gouvernement constitutionnel est négocié en secret avec les créanciers de Haïti avant le retour d'Aristide en octobre 1994 pour la fin de son premier mandat. L'argent neuf avancé par la Banque mondiale, le FMI et la Banque inter-américaine de développement ne sert alors qu'à permettre à Haïti de rencontrer ses obligations avec ses créanciers étrangers.

Sous le gouvernement de la junte, le FMI avait exigé la réduction des services de santé et d'éducation, prétextant un « surplus » d'enseignants et de personnel hospitalier dans un pays où de tels services sont quasi inexistantes.

Le FMI et la Banque mondiale forcèrent la levée des barrières tarifaires et l'ouverture du marché local au dumping américain de produits comme le riz, le sucre et le maïs, ce qui a pour effet de détruire l'économie paysanne dans un pays où plus de 75% de la population vit de l'agriculture. Haïti devient alors le quatrième importateur de riz américain, après le Japon, le Mexique et le Canada. Sous la junte, le produit intérieur brut a chuté de 30%.

À peine deux semaines avant les élections présidentielles de novembre 2000 - qui vont marquer le retour d'Aristide au pouvoir pour un deuxième mandat - alors que les États-Unis ont instauré un embargo sur l'aide à Haïti, le gouvernement sortant signe une Lettre d'intention avec le FMI.

Bien qu'Aristide ait promis de hausser le salaire minimum, de construire des écoles et mettre en place un programme d'alphabétisation, le nouveau gouvernement a les mains liées par la Lettre d'intention.

En 2003, le FMI impose un système de « flexibilité du prix de l'essence » qui provoque en deux mois une hausse de 130% du prix du carburant. Cette mesure entraîne une augmentation de 40% des prix à la consommation. Pour juguler l'inflation, le FMI exige alors un gel des salaires. Le salaire quotidien minimum, qui était de 3 \$ en 1994, tombe aussi bas qu'à 1,50 \$. Cette « flexibilité du marché du travail » devait selon le FMI attirer les investisseurs étrangers !

La dette extérieure s'emballe et les taux d'intérêt s'envolent. Dans le Nord et l'Est du pays, la hausse du prix du

carburant provoque une quasi paralysie des transports et des services publics comme l'électricité et l'approvisionnement en eau. Toute ces mesures alimentent la grogne contre le gouvernement Aristide et servent la cause de l'opposition.

En février 2003, Washington nomme James Foley comme nouvel ambassadeur en Haïti. En 1999, Foley était l'envoyé du Département d'État américain au Kosovo. Il oeuvra à rendre « respectable » l'Armée de libération du Kosovo, qui était financée par l'argent de la drogue et la CIA, dans le contexte de la préparation de l'intervention américaine contre le gouvernement de Milosevics.

Dans des études antérieures, Michel Chossudovsky a démontré comment le Kosovo a été transformé en « narco-démocratie » sous la protection de l'Otan. La drogue, en provenance de l'Iran et de la Turquie, y transite pour prendre la direction de l'Europe. Aujourd'hui, Chossudovsky se demande si ce n'est pas ce modèle que Foley prépare, depuis 1999, pour Haïti.

Alors que l'économie réelle de Haïti est en banqueroute, le trafic de la drogue y est florissant. Selon la Drug Enforcement Administration (DEA) américaine, Haïti demeure « le principal pays pour le transit de la cocaïne de la Colombie vers les Etats-Unis. »

La DEA estime que 14% de la cocaïne qui entre aux Etats-Unis passe par Haïti. Cela représente des sommes fabuleuses, lorsqu'on sait que le commerce global des narcotiques est évalué annuellement à 500 milliards \$.

Les narco-dollars représentent aujourd'hui la principale source de devises pour Haïti. Ils servent à rembourser la dette et les intérêts de créanciers étrangers. D'ailleurs, la libéralisation du marché des échanges extérieures imposée par le FMI sert merveilleusement bien au blanchiment des narco-dollars.

Haïti ne touche qu'un très faible pourcentage des revenus de cette contrebande. Les principaux bénéficiaires en sont les intermédiaires criminels, les agences de renseignement qui protègent ce commerce, de même que les institutions bancaires et financières de Wall Street et d'Europe qui blanchissent cet argent.

Michel Chossudovsky souligne que le contrôle du marché de la drogue qui passe par Haïti est particulièrement important pour les Etats-Unis qui voient une bonne partie du commerce mondial de la drogue se transiger maintenant en euros plutôt qu'en dollars, sapant d'autant l'hégémonie du dollar américain.

La rébellion armée et la chute d'Aristide ne sont donc pas des événements spontanés. Ils ont été planifiés de longue main par les services secrets et le gouvernement américains. Bien que les membres des gouvernements Préval, et par la suite Aristide, se soient montrés complaisants à l'égard du FMI, Washington avait néanmoins inscrit Jean-Bertrand Aristide sur sa liste noire.

L'arrivée des militaires américains s'inscrit dans les plans de l'administration Bush pour la militarisation des Caraïbes. Elle vise à sécuriser les routes du trafic des drogues. Rappelons-nous également que Haïti est située stratégiquement entre Cuba et le Venezuela, deux pays où la Maison Blanche voudrait bien voir un changement de régime.

Le dossier complet de Michel Chossudovsky dont cet article n'est qu'un bref résumé, peut être consulté à l'adresse Internet suivante :

<http://globalresearch.ca/articles/C...>